

Flandre

L'Union des francophones domine toujours le débat dans la périphérie bruxelloise

Éclairage Christian Laporte

Dans la périphérie bruxelloise – les communes à facilités et celles où les minorités francophones sont importantes –, les résultats des communales et des provinciales seront analysés avec la plus grande attention. Comme chaque fois. L'enjeu n'est pas mince: il y va du respect des minorités et de la survie du modèle fédéral belge. Après la fixation de la frontière linguistique, les réformes successives de l'État et la scission de l'arrondissement Bruxelles-Hal-Vilvorde, on aurait pu penser que la Flandre ferait montre d'une ouverture d'esprit à l'égard des non-néerlandophones qui vivent, pour diverses raisons, autour de Bruxelles. Des francophones et beaucoup d'Européens qui travaillent pour l'Union européenne. On en est loin: à la fin des vacances, le ministre Ben Weyts (N-VA) a plaidé pour un coup de pouce officiel sous forme d'assistance concrète aux listes d'union flamandes des communes à facilités.

Malgré les arrêts contraires du Conseil d'État

Sa collègue Liesbeth Homans (N-VA) a fait mieux encore en annulant d'un trait de plume les registres des communes à facilités reprenant 30 000 personnes qui souhaitent recevoir leurs documents officiels en français. Des registres pourtant on ne peut plus légaux selon le Conseil d'État. Mais la ministre persiste: les francophones devraient réitérer leur demande pour chaque document. Cela a amené les bourgmestres des six communes, toutes tendances confondues, à se réunir en urgence. La ministre envisageait de faire envoyer les convocations électorales par le gouverneur du Brabant flamand. Les maîtres osent penser qu'on n'ira pas au clash.

Enfin, il est clair que le Mouvement flamand n'a pas renoncé à faire abolir les facilités. Qu'on songe aux ballons d'essai à Renaix et dans des communes sises sur la frontière linguistique. Cela se traduit aussi par un révisionnisme historique inquiétant: non, il ne fut jamais question qu'elles n'étaient que provisoires. Ce n'était ni l'esprit ni la lettre des lois de 62-63.

L'exception verte

Cela explique que dans les six communes à facilités et dans plusieurs autres qui les bordent, on trouvera pratiquement toujours autant de listes d'union francophone. Avec deux exceptions notoires à Kraainem et à Linkebeek où ont joué des oppositions personnelles, pour ne pas dire d'ego, de l'avis de plusieurs acteurs directement impliqués. Ailleurs, comme aux provinciales, malgré les divergences au niveau fédéral, le quatuor MR, Défi, CDH et PS se présente uni. Parfois avec des écolos comme à Rhode. Le plus souvent sans, comme à Drogenbos et à Zaventem où le francophone Nicolas Tavitian sollicite avec Groen un second mandat. Pour lui, *"l'Union des francophones contribue à renforcer l'exclusion de la population qu'il prétend défendre"*.

Et de déplorer *"la polarisation entre l'UF et la N-VA qui se renforcent respectivement"*. Mais elle ne sert pas la cause de la population dont les vrais soucis ne sont pas rencontrés. Et d'en appeler *"à renoncer à la protestation et prendre le pouvoir avec ceux qui partagent nos idées"* entendez: les listes flamandes.

Cette logique est aussi celle depuis six ans de Kraainem Unie qui fit élire quatre conseillers en 2006. La

liste remet cela. Son chef de file Bertrand Waucquez avance toujours *"sa dimension citoyenne plurilingue et axée sur la gestion strictement communale avec comme priorités les secteurs qui ne souffrent nulle distinction linguistique"*. Ou partisane car ses conseillers ne sont pas encartés. Pour les précités, les listes d'Union francophone ne s'imposent plus. À leurs yeux, elles feraient bêtement de l'obstruction et marqueraient parfois un refus d'intégration dans le bassin de vie communautaire local.

Le respect des facilités

Que nenni, répondent séparément à *La Libre* mais tout à fait sur la même longueur d'ondes la cheffe de file du MR dans la périphérie, la ministre Sophie Wilmès, et la députée fédérale Défi Véronique Caprasse.

"Ces listes d'union francophone ne font pas que du communautaire", explique Sophie Wilmès qui insiste aussi sur *"la nécessité de ne pas céder sur le respect des facilités dans la réalité du quotidien. Cela ne nous empêche pas*

d'œuvrer pour tous les habitants sans distinction de langue ou autre. Il faut répéter que notre objectif est aussi de vivre en paix avec toute la population".

"La Flandre a certainement un plan en tête", commente Véronique Caprasse, actuelle présidente de l'Union des francophones au niveau de la périphérie où se succèdent le MR, Défi, le CDH et le PS. L'élue kraainemoise insiste aussi sur *"le respect des principes"*. Et de rappeler son combat contre la flamandisation des titres-services par Sodexo. *"Les clients*

francophones de la périphérie ont dû préciser qu'ils voulaient être servis en français. Comme ils ont dû le rappeler d'année en année, nous avons porté plainte et fait appel à un avocat." Par haine viscérale des Flamands comme le prétend une large frange de la classe politique nordiste? *"Mais non, je ne suis pas extrémiste. Ma meilleure amie est flamande!"* En même temps, il devient difficile pour les modérés de se faire entendre: la liste Tervuren Unie a été boycottée par les toutes-boîtes "Rondom" alors que son action est intégralement bilingue...

"Notre objectif est aussi de vivre en paix avec toute la population."

Sophie Wilmès

Cheffe de file du Mouvement réformateur dans la périphérie bruxelloise et ancienne présidente de l'Union des francophones.